

Le grand flou européen



**KHALID
ADNANE**

ANALYSE
Collaboration spéciale

Depuis les dernières années, l'Europe vit une crise existentielle profonde dont l'ancrage principal réside dans un sentiment d'insatisfaction palpable envers le projet d'intégration européenne. Plus encore, cette insatisfaction prend aujourd'hui une tournure assez soutenue, car elle trouve un écho très fort dans le discours des partis populistes qui dénoncent le flou caractérisant le projet. Résultat : tout le paysage politique européen risque d'être bouleversé. Ces partis y prennent une place de plus en plus prépondérante et leur discours, souvent un prêt-à-porter politique séduisant, ratisse de plus en plus large.

GAINS APPRÉCIABLES

L'Allemagne est un très bon exemple à cet égard. Qui aurait cru, lors des dernières élections législatives, qu'un parti à peine fondé (6 mois avant les élections) eût pu passer à un cheveu d'être représenté au Bundestag? Pourtant, *Alternative für Germany* a réalisé cet exploit et plus encore. À preuve, si des élections devaient avoir lieu aujourd'hui, il récolterait près de 12 % des suffrages (source : Der Spiegel). Il aurait aussi une représentativité beaucoup plus étendue dans les parlements régionaux et deviendrait donc une force incontournable au moment de la formation de coalitions gouvernementales, un phénomène habituel dans la vie politique allemande.

Mais ce n'est pas juste en Allemagne que cette avancée des mouvements populistes s'observe.

C'est aussi le cas en France avec le *Front National*, au Danemark avec *The Danish People's Party* (devenu la 2^e force au parlement depuis l'été dernier), en Norvège avec *The Progress Party* (qui fait partie du gouvernement) et même en Suède avec *The Sweden Democrats*, qui récolterait aujourd'hui près de 20 % des intentions de vote, ce qui en ferait la 3^e force politique au pays.

Il est vrai que décider d'accorder son vote à un parti plutôt qu'à un autre est un phénomène politique complexe qui peut reposer sur plusieurs variables explicatives : affiliation idéologique, conjoncture politique/économique, âge, sexe, instruction, revenu, etc. Mais, au-delà de toutes ces considérations, aussi importantes soient-elles, deux facteurs prépondérants surgissent clairement : la crise des dettes souveraines et celle des migrants. Celles-ci ont probablement permis l'émergence (et le renforcement par la suite) de cette adhésion aux discours des partis populistes dans plusieurs pays d'Europe, notamment dans le Nord.

DISCOURS SÉDUISANT

Le discours populiste ciblait au départ les ratées de l'aventure d'intégration européenne et avait exploité (à merveille) la lassitude d'une frange de la population de plus en plus agacée par le soutien financier récurrent accordé aux pays fragiles du sud de l'Europe, notamment à la Grèce.

Cela s'exprimait à travers certains éditoriaux acerbes ou encro-re par les différents caricatures qu'on retrouvait dans certains



L'insatisfaction grandissante face au projet d'intégration européenne et à la crise des migrants nourrit la montée des partis populistes comme le Front National

— PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

culture nationales figurent donc au menu. Et si au passage, comme c'est le cas dans certains pays scandinaves, on peut allier ce message, généralement de droite, à celui de gauche, comme la préservation du modèle social et des acquis sociaux contre la méchante UE « néolibérale et austère », alors pourquoi pas?

LE GRAND FLOU!

Au-delà du fait que, pour l'instant, il semble s'opérer un remodelage du paysage politique européen, c'est ce que cette mouvance traduit comme malaise qui est encore plus sérieux.

Autrement dit, pourquoi ce sentiment d'insatisfaction face au projet d'intégration européenne est-il si présent à travers l'ensemble des pays avant accepté cette aventure, autant dans le Nord que dans le sud de l'Europe?

Le chroniqueur au Financial Times Wolfgang Münchau, en affirmant en 2011 que l'aventure d'intégration européenne (la zone euro en premier) « reposait sur trois piliers : l'ambiguïté, la fuite

et le mensonge », avait peut-être exprimé une partie de la réponse à cet égard.

Si le mensonge (les manipulations financières de la Grèce) et la fuite (le laxisme budgétaire de certains pays) semblent être réglés ou sur la voie de l'être, l'ambiguïté, elle, demeure totale. En effet, les raisons de cette alliance européenne, le choix des partenaires, les avantages et les inconvénients qui y sont associés : tout ça semble encore ambigu et le devient davantage à la première crise qui survient, que celle-ci renvoie à des difficultés financières ou encore à des considérations sécuritaires.

Mais, il y a de l'espoir à l'horizon : l'éventuel référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE prévu d'ici la fin de 2017. Pour l'avenir de l'UE, ce sera certainement le vrai test.

Peut-être aussi le dernier!

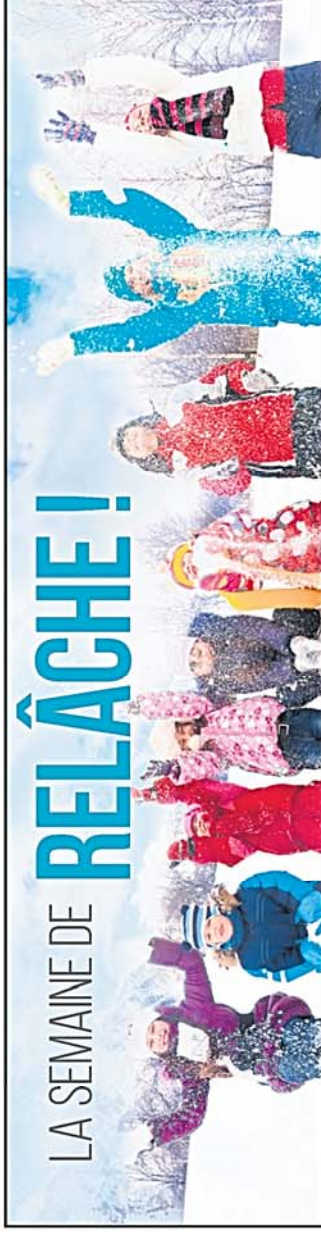
Khalid Adnane

Economiste à l'École

de politique appliquée de

l'Université de Sherbrooke

LA SEMAINE DE RELÂCHE!



SECTION
PROMOTIONNELLE
À LIRE VENDREDI
LE 19 FÉVRIER DANS
LA TRIBUNE